

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 12/02/26

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CASTEL FRERES

L'Hyvernière
44330 La Chapelle-Heulin

Références : N4-2026-190-RI

Code AIOT : 0006302050

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2026 dans l'établissement CASTEL FRERES implanté L'Hyvernière 44330 La Chapelle-Heulin. L'inspection a été annoncée le 04/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a porté sur la vérification, après le démarrage des installations du projet "Désalco" en 2025, du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juillet 2025. Cet arrêté fixe les prescriptions applicables à ces installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CASTEL FRERES
- L'Hyvernière 44330 La Chapelle-Heulin
- Code AIOT : 0006302050
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité du site consiste à stocker, vinifier et embouteiller du vin. Le site est autorisé à embouteiller 1 500 000 hL/an.

Contexte de l'inspection :

- Récolement de l'arrêté préfectoral du 28/07/2025

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
1	Rétention sous les cuves d'alcool et détection de fuite	Arrêté Préfectoral du 28/07/2025, article I.2.2	Demande d'action corrective
5	Confinement des eaux d'extinction	Code de l'environnement du 28/07/2025, article I.2.3	Demande d'action corrective

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Mesures techniques pour empêcher l'écoulement de liquide en feu	Arrêté Préfectoral du 28/07/2025, article I.2.2
3	Mesures organisationnelles	Arrêté Préfectoral du 28/07/2025, article I.2.2
4	Systèmes d'extinction	Arrêté Préfectoral du 28/07/2025, article I.2.2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2025 sont appliquées.

Les travaux d'extension du bassin de rétention des eaux d'extinction seront réalisés dans les prochains mois.

S'agissant de la détection de l'alcool dans la cuve de rétention extérieure, l'exploitant étudiera les possibilités d'amélioration du dispositif de détection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétention sous les cuves d'alcool et détection de fuite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2025, article I.2.2
Thème : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Le stockage des cuves d'alcool à 70 % VOL est réalisé dans une rétention en béton étanche de 30 m ³ . Un système de détection de liquide avec report d'alarme est en place dans la rétention d'alcool 70°.
Constats : La rétention en béton étanche est constatée. Un système de détection de liquide, avec report l'alarme par mail et SMS, est constaté. Néanmoins, en raison de déclenchements réguliers de l'alarme par la pluie, l'exploitant a surélevé le capteur d'une dizaine de centimètres. Cette solution implique qu'une fuite éventuelle d'alcool d'une cuve ne serait pas détectée immédiatement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie de l'adéquation entre le système de détection tel qu'installé actuellement et le risque associé à la présence d'alcool dans la cuve de rétention, sachant qu'il existe des détecteurs sur le marché qui distingueraient spécifiquement la présence d'alcool par rapport à la présence d'eau. Par ailleurs, il est rappelé que les rétentions ont vocation à être vides (d'où une vigilance à avoir en cas de périodes pluvieuses).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 2 : Mesures techniques pour empêcher l'écoulement de liquide en feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2025, article I.2.2
Thème : Risques accidentels
Prescription contrôlée : – Mise en place de siphons coupe-flamme en sortie des deux caniveaux et de plaque pare-flamme sur autre caniveau en dehors de l'unité de distillation. – Ceinturage des flancs de l'unité de distillation avec des cornières en périphérie afin de limiter les déversements dans la zone de fabrication. Les pentes de sol orientent les écoulements vers les deux caniveaux munis de siphons coupe flamme. – Mise en en place d'une détection incendie spécifique dans la zone de distillation.
Constats : Il est constaté lors de l'inspection, autour de la zone de distillation, la mise en place effective des équipements suivants : - 2 siphons coupe-flamme ; - séparation des caniveaux ; - ceinturage par des cornières ; - mise en place d'une détection incendie
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures organisationnelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2025, article I.2.2
Thème : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Mesures organisationnelles afin de réduire le risque de perte de confinement de liquide inflammable et de limiter la propagation d'un feu <ul style="list-style-type: none">- Des contrôles périodiques des tuyauteries d'alcool en inox 316L sont réalisés à une fréquence régulière minimale de 12 mois. Une inspection visuelle externe est réalisée afin de vérifier l'absence de corrosion externe et de détériorations mécaniques (chocs, vibrations, fissures) sur les tuyauteries.- Les équipements contenant des liquides inflammables (cuves, colonnes...) sont vidés en dehors des phases de production. Les colonnes de distillation sont nettoyées avec des liquides lessiviels après chaque phase de production. Un opérateur est présent en permanence dans la zone durant la production.- Interdiction de stocker des matières combustibles (palettes, cartons, etc.) dans un rayon de 10 m autour des cuves d'alcool dans la cuverie.
Constats : L'exploitant a mis en place des contrôles visuels périodiques des tuyauteries. Un opérateur est présent en permanence pendant la production. L'absence de matières combustibles à proximité est constatée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : systèmes d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2025, article I.2.2
Thème : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Pour faire face à un feu de liquides inflammables Dans la cuverie, sont présents des extincteurs adaptés et un poste incendie additivé avec émulseur (PIA). Des postes d'extincteurs mousse avec émulseur séparé pour feux de solvant polaires sont mis en place. À l'extérieur de la cuverie, des extincteurs adaptés et un PIA supplémentaire sont installés. Une réserve de 800 L d'émulseur est stockée sur site et mis à disposition des services de secours en cas d'intervention. En zone technique, des postes d'extincteurs poudre ABC sont installés.
Constats : La mise en place des 2 PIA et des postes d'extincteurs poudre est constatée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'affichage de la procédure d'utilisation du PIA extérieur est à rendre accessible.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/07/2025, article I.2.3
Thème : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Le bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation (soit 2 332 m ³ en permanence). Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. L'exploitant transmet dans un délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté une étude technico-économique pour répondre à moyen terme au volume issu du calcul D9A (besoin de confinement 3 389 m ³).
Constats : L'exploitant présente un plan détaillé du projet d'agrandissement du bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie (BREI), ainsi qu'un devis.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra le devis signé. Lorsque les travaux auront été réalisés, l'exploitant transmettra le justificatif à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Demande d'action corrective